

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

21 décembre 2012

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)

**Affaires étrangères, Commerce extérieur et
Affaires européennes**

Documents précédents:

Doc 53 **2586/ (2012/2013):**

001: Liste des notes de politique générale.

002 à 006: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

21 december 2012

ALGEMENE BELEIDSNOTA (*)

**Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en
Europese Zaken**

Voorgaande documenten:

Doc 53 **2586/ (2012/2013):**

001: Lijst van beleidsnota's.

002 tot 006: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie		
PS	:	Parti Socialiste		
MR	:	Mouvement Réformateur		
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams		
sp.a	:	socialistische partij anders		
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen		
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten		
VB	:	Vlaams Belang		
cdH	:	centre démocrate Humaniste		
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones		
LDD	:	Lijst Dedecker		
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie		

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.lachambre.be e-mail : publications@lachambre.be	Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.dekamer.be e-mail : publicaties@dekamer.be

La présente note se veut une radiographie des principales lignes prioritaires que je veux mettre en œuvre tant pour l'action diplomatique du pays que pour la gestion du Département des Affaires étrangères.

I. — PRIORITES DIPLOMATIQUES

1. L'Union européenne

L'Union européenne reste un élément central de la politique étrangère belge. Les grandes réformes en cours au niveau socio-économique et budgétaire requièrent toute notre attention. Partant de ces discussions souvent techniques, des questions importantes sont néanmoins posées sur l'avenir de l'Union européenne. La Belgique compte pour cela sur des institutions européennes fortes et porte beaucoup d'attention à la concertation dans le contexte Benelux. Les principales thématiques suivies pendant l'année sont:

1.1 *La lutte contre la crise économique et financière*

La lutte contre la crise économique et financière continue à retenir toute notre attention. Ces dernières années, des opérations d'aides ont été mises sur pied pour les États membres qui avaient des besoins financiers accrus et qui, sans cette aide, auraient été dans l'incapacité de payer leurs réformes structurelles.

Le fil rouge de notre politique socio-économique reste la Stratégie 2020 de l'Europe pour l'emploi et la croissance, adoptée en 2010. En 2012, pour la deuxième fois, le Semestre européen a été mis en œuvre. Il s'agit d'un processus budgétaire intégré qui prévoit un encadrement européen pour la préparation et la mise en œuvre des budgets nationaux. Aussi, des mesures drastiques ont été adoptées afin de renforcer le contrôle sur les budgets des États membres ou pour l'amélioration des réformes structurelles des États membres. Le 8 octobre dernier, le Mécanisme de stabilité européen est devenu opérationnel.

En ce moment, une procédure visant à l'approbation du Traité pour la Stabilité, la Coordination et la Gestion dans l'UEM, aussi appelé le fiscal compact, qui vise l'introduction de la *règle d'or*, est en cours. En Belgique, le traité mixte sera prochainement soumis pour approbation à la Chambre et au Sénat et nous espérons que cette procédure progressera rapidement, aussi dans les parlements des Communautés et Régions. En juin de cette année, le Conseil européen a adopté un "Pacte pour la croissance et l'emploi", qui constitue un cadre supplémentaire de politiques européennes et nationales

De huidige nota is een doorlichting van de voornaamste prioriteiten die ik zowel in het kader van de diplomatieke actie van het land als in het kader van het beheer van het Departement Buitenlandse zaken wens uit te voeren.

I. — DIPLOMATIEKE PRIORITEITEN

1. De Europese Unie

De Europese Unie blijft in het brandpunt van het Belgisch buitenlands beleid staan. De grote hervormingen die aan de gang zijn op sociaaleconomisch en budgettair vlak vragen al onze aandacht. Vertrekkend vanuit deze vaak erg technische discussies worden echter ook belangrijke vragen gesteld over de toekomst van de Europese Unie. België steunt hierbij op sterke Europese instellingen en besteedt veel aandacht aan overleg in Benelux context. De voornaamste thema's die in het voorbije jaar werden opgevolgd zijn:

1.1 *De strijd tegen de financieel-economische crisis*

De strijd tegen de financieel-economische crisis blijft nog steeds al onze aandacht opeisen. In de voorbije jaren werden hulpoperaties uitgewerkt voor Lidstaten die in acute financieringsnood kwamen en die anders hun structurele hervormingen niet meer konden betalen.

De algemene leidraad van ons sociaaleconomische beleid blijft de Europa 2020 Strategie voor jobs en groei die in 2010 werd aangenomen. In 2012 werd voor de tweede keer het "Europees semester" toegepast, d.w.z. de geïntegreerde begrotingscyclus die de voorbereiding en de uitvoering van de nationale begrotingen in een Europees kader inbedt. Ook werden ingrijpende maatregelen genomen om het toezicht op de begrotingen van de lidstaten te verstrengen of om structuurhervormingen in de lidstaten te bevorderen. Op 8 oktober jl. werd het Europees Stabiiliteitsmechanisme (ESM) operationeel.

Op dit ogenblik loopt in de lidstaten de procedure ter goedkeuring van het Verdrag voor Stabiiliteit, Coördinatie en Bestuur in de EMU, ook wel "fiscal compact" genoemd, dat de zgn. gouden regel invoert. In België zal dit gemengde verdrag binnenkort aan de Kamer en de Senaat ter goedkeuring voorgelegd worden en ik hoop dat deze procedure vlot kan doorlopen worden, ook in de parlementen van de Gewesten en de Gemeenschappen. In juni van dit jaar werd door de Europese Raad in juni jl. een "Pact voor groei en banen" aangenomen, dat een bijkomend beleidskader vormt van nationale

visant à encourager une croissance durable et intensive au niveau de l'emploi.

Nonobstant les mesures citées ci-dessus, il était devenu clair que des mesures plus fondamentales devaient être mise en œuvre afin d'arriver à une véritable Union économique et monétaire. C'est pourquoi Herman Van Rompuy, le Président du Conseil européen, s'était vu confier la tâche, lors du Conseil européen de mars 2012, de rédiger, ensemble avec les 3 autres présidents des institutions concernées (Commission, BCE et Eurogroupe), une feuille de route détaillée décrivant le développement futur vers une "véritable UEM". Le plan veut s'attaquer sur le long terme aux faiblesses fondamentales dans la gestion de la monnaie commune. La Belgique s'est montrée active dans tous les débats. Elle est prête à accepter un partage plus important en matière de souveraineté dans les politiques socio-économiques et budgétaires, mais veut qu'en échange, soient créés les instruments nécessaires à la mise en place d'une réelle solidarité entre les États membres et l'UE. Aussi, faut-il veiller à ce que ces processus aient la légitimité démocratique nécessaire. Même si des mesures drastiques ont déjà été prises, ce sujet restera en haut de l'agenda européen en 2013 et 2014, comme l'indique la feuille de route adoptée lors du Conseil européen des 13 et 14 décembre dernier.

Le groupe "Futur de l'Europe"

Comme vous avez pu le déduire de ce qui vient d'être dit, la crise de l'euro a donné lieu à nombre de questions, sur le rôle de l'Europe dans notre vie, sur les relations internes entre États membres, mais aussi sur le rôle de l'Union européenne dans un monde qui se globalise de plus en plus et de plus en plus rapidement. Beaucoup s'interrogent si l'Union européenne ne pourrait pas fonctionner d'une manière plus rapide et plus efficace, et si ses décisions ont une légitimité démocratique suffisante.

Depuis mars 2011, à l'initiative du ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, 11 ministres des Affaires étrangères se sont réunis afin d'échanger des idées et apporter des éléments de réponses à ces questions essentielles pour la poursuite du débat. À titre personnel, j'ai participé à toutes les séances. Après la 5^{ème} et dernière rencontre à Varsovie le 17 septembre dernier, un rapport final, que j'ai déjà envoyé aux Présidents de la Commission des Affaires étrangères à la Chambre et au Sénat, a été publié. Le rapport contient un certain nombre de recommandations pour le court et le long terme, généralement consensuelles, mais les avis divergents ont également été soumis.

en Europe. Des mesures ont été prises pour encourager la croissance durable et intensive en Europe. Des mesures ont été prises pour encourager la croissance durable et intensive en Europe.

Niettegenstaande alle bovengenoemde maatregelen werd duidelijk dat meer fundamentele ingrepen nodig zijn om tot een echte monetaire en economische unie te komen. Daarom kreeg de Voorzitter van de Europese Raad, Herman Van Rompuy, samen met 3 andere voorzitters van betrokken instellingen (Commissie, ECB en Eurogroep) tijdens de Europese raad van maart 2012 de opdracht om tegen december 2012 een gedetailleerd stappenplan te schrijven dat de verdere ontwikkeling naar een "echte EMU" beschrijft. Het plan wil fundamentele tekortkomingen in het beheer van de Euro op langere termijn aanpakken. In al deze debatten heeft België zich actief opgesteld. Het is bereid meer soevereiniteit in het sociaaleconomische en budgettaire beleid te delen, maar wil dat tegelijk de nodige instrumenten geschapen worden die een daadwerkelijke solidariteit tussen de lidstaten en de EU tot stand kunnen brengen. Daarbij moet er ook over gewaakt worden dat deze processen voldoende democratisch gelegitimeerd zijn. Hoewel al ingrijpende beslissingen werden genomen, zal dit onderwerp ook in 2013 en 2014 prominent op de Europese agenda staan, zoals blijkt uit het stappenplan dat de Europese Raad van 13 en 14 december jl. aannam.

De "Toekomst van Europa"-groep

Zoals u uit het voorgaande gemerkt heeft, komen door de eurocrisis tal van fundamentele vragen naar boven, over de rol van Europa in ons leven, over de onderlinge verhoudingen tussen de lidstaten, maar ook over de rol van de Europese Unie in een alsmaar sneller globaliserende wereld. Velen vragen zich af of de Europese Unie niet sneller en efficiënter zou kunnen werken, en of haar beslissingen wel voldoende democratisch gelegitimeerd zijn.

Op initiatief van de Duitse minister van Buitenlandse Zaken Guido Westerwelle kwamen sinds maart 2012 elf Europese ministers van Buitenlandse Zaken bijeen om over deze essentiële vragen van gedachte te wisselen en elementen van antwoord aan te reiken voor verder debat. Ik heb zelf, ten persoonlijke titel, aan alle zittingen deelgenomen. Na de vijfde en laatste bijeenkomst in Warschau, op 17 september jl., werd een eindverslag gepubliceerd dat ik al aan de voorzitters van de Commissies Buitenlandse Zaken van de Kamer en de Senaat heb toegestuurd. Het rapport bevat een aantal aanbevelingen voor de korte en de lange termijn, meestal consensueel, maar afwijkende meningen werden ook opgegeven.

Une première partie traite du renforcement de l'UEM, en ligne avec les idées qui sont développées par le Conseil européen sous l'impulsion de H. Van Rompuy. Ensuite, des recommandations devant permettre le renforcement de l'efficacité du processus décisionnel en matière de politique étrangère de l'UE sont également développées. Pour finir, certaines suggestions et recommandations concernant le fonctionnement des institutions et l'amélioration de la légitimité démocratique du modèle de gouvernance européen sont abordées. Certaines propositions peuvent être réalisées sur le court terme et dans le cadre des traités actuels mais d'autres propositions visent le long terme et nécessitent une modification des traités.

Le rapport contient uniquement des réflexions personnelles et reflète un dialogue ouvert entre 11 ministres qui ont une attitude positive quant au futur développement de l'UE. Le rapport a suscité beaucoup d'intérêt et les résultats sont actuellement abordés dans les différents forums de discussions.

À travers cette réflexion, les ministres des Affaires étrangères de l'UE peuvent apporter une contribution concrète à la réflexion sur le développement futur de l'UE. Lors de la discussion sur le rapport final du groupe du futur, j'ai toujours manié une approche volontariste et constructive par rapport au projet européen: le chemin européen est le seul chemin qui peut garantir notre bien-être, nos valeurs et notre prospérité dans un monde qui se globalise à toute vitesse.

1.2 Le cadre financier pluriannuel (MFF)

La proposition de la Commission pour un nouveau cadre financier pluriannuel fixe, pour l'UE pour la période 2014-2020, les grandes enveloppes de dépenses de l'Union comme l'aide structurelle, le financement de la recherche, les aides agricoles ou les frais administratifs. En même temps, une décision à part doit être prise concernant les revenus de l'Union. La Commission propose de fixer le cadre budgétaire global de l'UE pour cette période à 1025 milliards d'euros de crédits fixes, soit 1.05 % du PNB des États membres.

La Belgique voit ce nouveau cadre financier pluriannuel comme une chance de réformer la politique de relance de l'UE conformément aux objectifs de la Stratégie UE 2020, qui visent à créer de la croissance et des emplois d'une façon innovante, inclusive et durable. Une Union ambitieuse doit être prête à se donner les moyens qui sont nécessaires pour atteindre ses objectifs. Pour la Belgique, la proposition de la Commission est déjà, en soi, un compromis savamment négocié et le résultat final, qui doit être adopté à l'unanimité, ne pourra plus

Een eerste deel handelt over de versterking van de EMU, in lijn met de ideeën die in ontwikkeling zijn in de Europese Raad onder leiding van H. Van Rompuy. Vervolgens worden aanbevelingen uitgewerkt die de efficiëntie in de besluitvorming inzake buitenlands beleid van de EU moeten versterken. Tot slot komen enkele suggesties en aanbevelingen aan bod rond de werking van de instellingen en de verbetering van de democratische legitimiteit van het Europees bestuursmodel. Sommige voorstellen kunnen binnen het huidige verdragskader en dus op korte termijn worden gerealiseerd, maar andere voorstellen zijn bedoeld voor de langere termijn en behoeven een verdragswijziging.

Het rapport bevat uitsluitend persoonlijke meningen en reflecteert een open dialoog van 11 ministers die positief staan tegenover de verdere ontwikkeling van de EU. Het verslag heeft veel belangstelling gewekt en de resultaten ervan worden nu in verschillende fora besproken.

Via deze reflectie kunnen de ministers van Buitenlandse Zaken van de EU ook een concrete bijdrage leveren tot het denkwerk over de toekomstige ontwikkeling van de EU. Bij de bespreking van het eindrapport van de toekomstgroep heb ik er steeds naar gestreefd om een voluntaristische en constructieve benadering tegenover het Europees project aan te nemen: de Europese weg is de enige weg die ons welzijn, onze waarden en onze welvaart kan veiligstellen in een snel globaliserende wereld.

1.2 Het meerjarig begrotingskader (MFF)

Het commissievoorstel voor een nieuw meerjarig begrotingskader legt voor de EU voor de periode 2014-2020 de grote uitgavenenveloppen van de Unie vast zoals structuurhulp, onderzoeksgeld, landbouwsteun of de administratieve kosten. Tegelijk moet ook een apart besluit genomen worden over de inkomsten van de Unie. De Commissie stelt voor om het algemene begrotingskader van de EU voor deze periode vast te leggen op 1025 miljard euro aan vastleggingskredieten, ofwel 1.05 % van het BNP van de lidstaten.

België ziet dit nieuwe meerjarige begrotingskader als een uitgelezen kans om het relancebeleid van de EU te hervormen volgens de objectieven van de EU 2020 Strategie die op innoverende, inclusieve en duurzame wijze gericht is op groei en jobs. Een ambitieuze EU moet bereid zijn zichzelf de middelen te geven die nodig zijn om haar doelstellingen te bereiken. Voor België is het Commissievoorstel in feite al een zorgvuldig afgewogen compromis en het eindresultaat, dat met eenparigheid moet worden aangenomen, zal niet zeer ver onder het

se démarquer beaucoup du cadre proposé par la Commission. La Belgique soutient pleinement la proposition de la Commission visant à insérer une catégorie de régions en transition, la volonté de réduire les effets de la réforme proposée du financement de l'agriculture et s'oppose à la proposition de la Commission d'abaisser le niveau des frais de recouvrement pour les droits de douane. Après une première tentative infructueuse lors du Conseil européen des 22 et 23 novembre, un accord devra être trouvé début 2013.

1.3 L'élargissement de l'UE

Chaque année, à l'automne, le Conseil évalue, sur la base d'un rapport volumineux de la Commission, les avancées dans les négociations d'élargissement. La Belgique s'est toujours montrée un partenaire engagé dans ces négociations, mais reste néanmoins attachée à une préparation rigoureuse et une évaluation précise des efforts fournis par les candidats à l'adhésion. Le gouvernement souligne que les candidats États membres ne doivent pas uniquement répondre aux conditions d'adhésion mais aussi que l'Union soit elle-même prête pour un prochain élargissement et qu'elle puisse accueillir les candidats États membres.

2. La Belgique dans le Monde

Aujourd'hui comme hier, la Belgique reste un des promoteurs actifs des Nations Unies. Vu son attachement au multilatéralisme, la Belgique fait tout pour contribuer à la mise en œuvre des objectifs des Nations Unies. Ceci est illustré par nos mandats dans les organes les plus importants de l'Organisation. La Belgique a été en 2007 et en 2008 membre du Conseil de sécurité et notre mandat au sein du Comité des droits de l'homme vient à échéance le 31 décembre 2012. Dans un futur proche, la Belgique souhaite d'avantage renforcer cet engagement, notamment en se portant candidate pour le Comité des droits de l'homme en 2016-2018 et pour le Conseil de Sécurité en 2019-2020.

Le Secrétaire général peut aussi compter sur le plein soutien de la Belgique dans les réformes ambitieuses qu'il a proposées à l'entame de son second mandat en matière d'organisation et surtout de gestion. Le monde a en effet besoin d'une Organisation des Nations Unies efficace et moderne.

2.1 L'Afrique subsaharienne

Comme l'attestent vos nombreuses questions parlementaires et nos riches débats en commission sur cette région, l'Afrique centrale est restée et reste une grande priorité de notre politique étrangère, surtout

door de Commissie voorgestelde kader kunnen liggen. België steunt ten volle het Commissievoorstel om een categorie van transitieregio's in te voeren, wil het effect van de voorgestelde hervorming van de landbouwfinanciering verzachten en verzet zich tegen het voorstel van de Commissie om het niveau van de invorderingskosten voor douanerechten te verlagen. Na een eerste maar onsuccesvolle poging van de Europese raad van 22 en 23 november 2012, zal begin 2013 een akkoord moeten worden gevonden.

1.3 De uitbreiding van de EU

Elk jaar in de herfst evalueert de Raad op basis van een omvangrijk Commissieverslag de vooruitgang in de uitbreidingsonderhandelingen. België heeft zich steeds een geëngageerde partner getoond in deze onderhandelingen, maar houdt tegelijk vast aan een rigoureuze voorbereiding en een precieze evaluatie van de inspanningen van de toetredingskandidaten. De regering onderstreept daarbij dat kandidaat-lidstaten niet alleen aan alle toetredingsvoorwaarden moeten voldoen, maar dat de Unie zelf ook klaar moet zijn voor een verdere uitbreiding en die kandidaat lidstaten moet kunnen opvangen.

2. België in de wereld

Zowel in het verleden als vandaag blijft België één van de actiefste promotoren van de Verenigde Naties. België is gehecht aan het multilateralisme en doet er dan ook alles voor om bij te dragen tot de uitvoering van de doelstellingen van de Verenigde Naties. Dit wordt geïllustreerd door onze mandaten in de belangrijkste organen van de Organisatie. België was in 2007 en 2008 lid van de Veiligheidsraad en ons mandaat in de Mensenrechtenraad eindigt op 31 december 2012. In een nabije toekomst wenst België dit engagement nog te versterken, namelijk door zich kandidaat te stellen voor de Mensenrechtenraad in 2016-2018 en voor de Veiligheidsraad in 2019-2020.

De Secretaris-generaal kan ook rekenen op de volle steun van België voor zijn ambitieuze hervormingen op vlak van organisatie en vooral beheer, die hij aan de start van zijn tweede mandaat heeft voorgesteld. De wereld heeft een efficiënte en moderne Organisatie van de Verenigde Naties nodig.

2.1 Afrika ten zuiden van de Sahara

Zoals uw vele parlementaire vragen en onze rijk gevulde debatten over deze regio in de bevoegde commissies aantonen, is en blijft Centraal-Afrika een belangrijke prioriteit van ons buitenlands beleid, vooral

depuis la résurgence de violence dans la région de l'Est du Congo. Nous avons veillé à maintenir cette question à l'ordre du jour de la communauté internationale et appelé les différents protagonistes de la crise à prendre leurs responsabilités afin de résoudre la crise actuelle.

C'est ainsi que dans nos différents contacts à la fois ici à Bruxelles et dans la région, nous avons appelé le Rwanda à ne pas être partie au problème, mais plutôt à la solution, c'est-à-dire à condamner la rébellion du M23, s'assurer qu'elle ne puisse recevoir aucun soutien extérieur et participer de façon constructive à l'effort régional envers une solution la plus rapide possible. A la lumière des récents rapports des Nations-Unies sur l'implication du Rwanda en soutien aux rebelles, la Belgique s'est abstenue lors du vote sur la candidature rwandaise au Conseil de Sécurité.

Nous avons également rappelé à la RDC ses responsabilités qui consistent avant tout à rétablir l'état de droit sur l'ensemble du territoire en vue d'assurer la meilleure protection possible à tous ses citoyens, entreprendre une vraie réforme du secteur de sécurité, dans toutes ses facettes, armée bien sûr, mais aussi police et justice, et enfin poursuivre le processus de démocratisation et le cycle électoral, dans de meilleures conditions que celles que nous avons connues en 2011. J'ai aussi plaidé et continuerai à le faire, pour une meilleure défense des droits de l'homme dans l'ensemble de la région, y compris au Burundi, où j'ai accompagné le couple princier lors des cérémonies commémorant le 50^{ème} anniversaire de l'indépendance.

Le gouvernement reste convaincu que notre pays a un rôle important à jouer dans la Région des Grands Lacs, ne fût-ce que pour maintenir cette région à l'agenda international et rappeler constamment que l'on ne peut pas oublier la crise actuelle dans les Kivu, qui entraîne des souffrances quotidiennes pour les populations locales, en particulier les femmes victimes de violences sexuelles atroces. C'est pour cela que nous avons soutenu le travail exemplaire réalisé par le Dr Mukwege en faveur de ces femmes, que mon département a assisté ce médecin et sa famille lorsqu'ils ont malheureusement dû quitter le pays après une attaque violente à leur domicile et que nous continuerons à suivre de près l'évolution de la situation dans cette région.

Le Sahel, avec la crise malienne et les risques d'instabilité qu'elle crée pour l'ensemble de la région, reste une préoccupation majeure de notre politique, non seulement en raison des risques que cette instabilité représente dans la région elle-même, mais aussi à cause des répercussions qu'elle pourrait avoir y compris pour

sinds het geweld in het Oosten van Congo weer is teruggekeerd. Wij hebben erop toegezien dat deze situatie op de agenda van de internationale gemeenschap blijft en hebben de verschillende protagonisten van deze crisis opgeroepen hun verantwoordelijkheid op te nemen om de huidige crisis op te lossen.

Zo hebben wij in tal van contacten, zowel in Brussel als in de regio, Rwanda opgeroepen om een deel van de oplossing te zijn, in plaats van een deel van het probleem, door bv. de rebellen van M23 te veroordelen, door erop toezien dat zij geen externe steun kunnen krijgen en door op een constructieve wijze deel te nemen aan de regionale inspanning om zo snel mogelijk tot een oplossing te komen. In het licht van de recente rapporten van de Verenigde Naties over de Rwandese betrokkenheid in de steun aan de rebellen, heeft België zich tijdens de stemming over de Rwandese kandidatuur voor de Veiligheidsraad onthouden.

Wij hebben de DRC ook aan haar verantwoordelijkheid herinnerd om in te staan voor het herstel van de rechtstaat op heel het territorium met het oog op de garantie van de best mogelijke bescherming voor alle burgers, op een echte hervorming van de veiligheidssector in al zijn facetten, waaronder het leger maar ook politie en justitie, en ten slotte, met het oog op de voortzetting van het democratisch proces en de verkiezingscyclus in betere omstandigheden dan in 2011. Ik blijf ook pleiten voor een betere bescherming van de mensenrechten in de hele regio, waaronder in Burundi, waar ik het prinselijk paar heb vergezeld tijdens de ceremonie ter herdenking van de 50-jarige onafhankelijkheid.

De regering blijft overtuigd dat ons land een belangrijke rol heeft te spelen in de regio van de Grote Meren, al was het maar voor het behoud ervan op de internationale agenda en om er constant aan te herinneren dat men de huidige crisis in de Kivuniet mag vergeten, die dagelijks leed veroorzaakt voor de lokale bevolking en meer bepaald voor vrouwen die het slachtoffer zijn van afschuwelijk seksueel misbruik. Daarom hebben wij het prachtige werk van Dr. Mukwege ten gunste van deze vrouwen gesteund en heeft mijn departement de dokter en zijn familie bijgestaan wanneer zij helaas hun land hebben moeten verlaten na een gewelddadige aanval op hun woning. Wij zullen de evolutie van de situatie in de regio van dichtbij blijven opvolgen.

De Sahel, met de Malinese crisis en de risico's op onstabielheid die hierdoor ontstaan voor de hele regio, blijft een voorname bezorgdheid van ons beleid, en dit niet alleen door de risico's die deze onstabielheid voor de regio zelf meebrengt maar ook door de eventuele gevolgen in Europa, o.a. op het vlak van criminaliteit,

l'Europe, en matière de criminalité, de trafic d'armes, de drogue et d'êtres humains, et de terrorisme. La Belgique participe à la mission civile de l'Union européenne au Niger et pourrait contribuer à une mission européenne d'assistance au Mali qui viendrait en appui à des initiatives régionales. J'ai également l'intention d'effectuer une mission dans la région dans le courant de l'année prochaine. Le gouvernement continuera aussi à promouvoir le développement de nos relations commerciales avec les pays de l'Afrique de l'Ouest.

En Afrique de l'Est, l'attention du gouvernement est avant tout portée sur la stabilisation et pacification durable de la Corne de l'Afrique, avec une attention particulière pour le processus de normalisation en Somalie, ainsi qu'aux développements économiques et à l'intégration régionale dans la Communauté Est-Africaine.

En ce qui concerne l'Afrique australe, après une visite réussie cette année à Pretoria et Durban, j'accompagnerai la mission princière qui se tiendra en fin d'année prochaine en Afrique du Sud et en Angola.

Nous continuerons à promouvoir la transparence et la bonne gouvernance dans la gestion des ressources naturelles dans leur ensemble, en tant qu'outil de prévention de conflits, mais aussi en tant que potentiel de développement pour les populations locales et notre attention ira particulièrement au Processus de Kimberley, à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) et bien sûr au suivi du processus entamé au sein des Nations Unies pour l'adoption d'une résolution à l'Assemblée générale en la matière. C'est ainsi que j'ai coprésidé avec le Gabon un événement à haut niveau co-organisé par la Belgique et le Gabon à New York en septembre dernier.

2.2 La Syrie

Depuis ma prise de fonction, le dossier syrien a constitué l'une des mes priorités. Les développements de ces derniers mois et le blocage diplomatico-politique suite aux vétos russes et chinois au Conseil de sécurité n'ont engendré qu'une détérioration de la situation sur le terrain. Le régime s'est enfermé dans une logique de confrontation toujours plus barbare à l'égard de sa propre population. En refusant de réformer son pays et d'ainsi répondre aux aspirations légitimes du peuple syrien, Bashar Al-Assad s'est mis lui-même hors jeu. Il doit partir et n'a plus de rôle dans le futur de la Syrie.

Nous comprenons la frustration des élus et de l'opinion publique face à l'impuissance de la communauté internationale. Nous pouvons vous assurer que nous

wapenhandel,trafiek van drugs en mensen, en terrorisme. België neemt deel aan de civiele missie van de Europese Unie in Niger en zou kunnen bijdragen tot een Europese ondersteuningsmissie die de regionale initiatieven zou bijstaan. Ik heb ook de intentie om in de loop van volgend jaar een reis doorheen de regio te ondernemen. De regering zal ook de ontwikkeling van onze handelsrelaties met de landen van West-Afrika blijven promoten.

In Oost-Afrika gaatde aandacht van de regering vooral uit naar de duurzame stabilisatie en pacificatie van de Hoorn van Afrika, in het bijzonder naar het normalisatieproces in Somalië, alsook naar de economische ontwikkelingen en de regionale integratie in de Oost-Afrikaanse Gemeenschap.

Wat Zuidelijk Afrika betreft zal ik na een geslaagd bezoek in augustus van dit jaar aan Pretoria en Durban, eind volgend jaar de prinselijke missie in Zuid-Afrika en Angola vergezellen.

Wij zullen transparantie en goed bestuur in het beheer van de natuurlijke rijkdommen blijven promoten als instrumenten voor conflictpreventie en als ontwikkelingspotentieel voor de plaatselijke bevolking. Mijn aandacht zal specifiek gericht zijn op het Kimberley proces, op het Initiatief voor de Transparantie in de Ontginningsindustrieën (ITOI) en natuurlijk op de opvolging van het proces datdoor de Verenigde Naties is gestart in het kader van de stemming van een resolutie in deze materie. Zo heb ik in september van dit jaar deelgenomen aan het High-level evenement georganiseerd door België samen met Gabon.

2.2 Syrië

Sinds mijn infunctietreding is het Syrische dossier één van mijn prioriteiten. De ontwikkelingen van de laatste maanden en de diplomatieke en politieke blokkade ten gevolge van de Russische en Chinese veto's in de Veiligheidsraad hebben geleid tot een verslechtering van de situatie ter plaatse. Het regime heeft zichzelf in een confrontatieloga opgesloten met een steeds meer barbaarse houding tegenover zijn eigen volk. Door te weigeren zijn land te hervormen en het rechtvaardige streven van het Syrische volk te beantwoorden, heeft Bashar Al-Assad zichzelf buiten spel gezet. Hij moet weggaan en heeft geen rol meer te spelen in de toekomst van Syrië.

Wij begrijpen de frustraties van de verkozenen en van de publieke opinie tegenover de onmacht van de internationale gemeenschap. Wij kunnen u verzekeren

n'avons pas ménagé nos efforts pour que des initiatives soient entreprises et que les choses évoluent concrètement sur le terrain. Nous l'avons fait au sein de l'UE en plaidant pour des messages fermes à l'égard du régime et en promouvant le renforcement des sanctions. Nous l'avons également fait au sein du Groupe des Amis du Peuple syrien. A l'ONU, la Belgique participe également activement aux différents débats et négociations des différentes résolutions. Comme l'a souligné Kofi Annan quand il a démissionné de sa mission en Syrie, pour réussir, il est indispensable d'avoir une communauté internationale unie. Les conditions ne sont malheureusement pas réunies.

Le gouvernement continue de plaider pour une solution politique au conflit, c'est pourquoi nous soutenons pleinement les efforts du Représentant spécial Brahimi. Il est regrettable que son initiative de cessez-le-feu durant la période de la Fête du Sacrifice n'ait pas été suivie d'effet. Nous craignons que l'on ne soit parti pour une longue et sanglante guerre civile. C'est pourquoi, faute de soutien suffisant pour d'autres alternatives, nous avons lancé une initiative purement humanitaire visant à aider médicalement la population en Syrie tout en tentant de retisser des liens avec des acteurs comme la Russie et la Chine. Il s'agit de se concentrer sur le besoin criant d'accès aux soins de santé et aux centres médicaux pour la population en Syrie. Les démarches et contacts sont en cours avec tous nos partenaires et la communauté humanitaire pour tenter de faire adopter à Genève une déclaration appelant toutes les parties à respecter le droit international humanitaire en matière d'accès aux soins de santé et engageant les signataires à user de leur influence pour que les parties respectent ces principes. Dans un second temps, une résolution à l'Assemblée générale des Nations Unies pourrait être envisagée. L'objectif est de faire respecter par les parties des standards humanitaires minimaux pour permettre à la population d'avoir un accès sûr aux soins de santé en Syrie et au personnel médical de pouvoir travailler en toute sécurité et en toute indépendance. Cette initiative est assez ambitieuse car il est essentiel d'obtenir le plus large consensus possible et notamment le soutien des acteurs clés dans ce dossier si l'on veut faire une véritable différence sur le terrain. Or, la polarisation de la communauté internationale ne facilite pas les choses.

J'ai eu l'occasion de participer à quatre débats en Commission des Relations extérieures. Je remercie le Parlement pour son soutien et je reste à sa disposition pour poursuivre ces échanges dans les prochains mois en fonction de l'évolution de l'actualité.

dat geen inspanning achterwege is gelaten opdat initiatieven genomen worden en opdat de zaken ter plaatse concreet zouden evolueren. Wij hebben dit binnen de EU gedaan door te pleiten voor krachtig taalgebruik naar het regime toe en voor het versterken van de sancties. Wij hebben dit ook binnen de Groep van de Vrienden van het Syrische Volk gedaan. In de VN neemt België ook actief deel aan tal van debatten en onderhandelingen over verschillende resoluties. Toen Kofi Annan ontslag nam als bijzondere gezant van de UNO in Syrië heeft hij er op gewezen dat de internationale gemeenschap verenigd moet optreden wil men met succes een oplossing nastreven in Syrië. Deze voorwaarde is helaas niet vervuld.

De regering blijft pleiten voor een politieke oplossing van het conflict en daarom steunen wij ten volle de inspanningen van de Speciale gezant van de VN, L. Brahimi. Het is jammer dat zijn staakt-het-vuren initiatief tijdens de periode van het Offerfeest niet gevolgd werd. Wij vrezen dat men vertrokken is voor een lange en bloedige burgeroorlog. Bij gebrek aan voldoende steun voor andere alternatieven heeft België daarom een zuiver humanitair initiatief gelanceerd dat erop gericht is medische hulp te bieden aan de Syrische bevolking en dat tegelijk toelaat om een betere verstandhouding op te bouwen met staten zoals China en Rusland. Het initiatief is toegespitst op de dringende nood aan medische zorg en aan medische centra voor Syrische bevolking. Stappen worden gezet en contacten gelegd met al onze partners en met de humanitaire sector om een in Genève een verklaring te laten stemmen die alle partijen oproept om het internationaal humanitair recht wat betreft de toegang tot medische hulp te respecteren en om de ondertekenaars ertoe te verbinden om hun invloed te gebruiken opdat de partijen deze beginselen naleven. Hierna zal een resolutie van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties kunnen worden overwogen. De bedoeling is om alle partijen minimale humanitaire standaarden te doen respecteren en om zo een veilige toegang tot medische hulp te verzekeren voor de bevolking en om erop toe te zien dat het medisch personeel in alle veiligheid en onafhankelijkheid kan werken. Dit is een vrij ambitieus initiatief omdat het van essentieel belang is een zo breed mogelijke consensus te bereiken, en meer bepaald de steun van de belangrijkste protagonisten in dit dossier, indien men ten minste op het terrein een verschil wil maken. De polarisatie van de internationale gemeenschap vergemakkelijkt dit echter niet.

Ik heb de kans gehad deel te nemen aan 4 debatten in de Commissie Buitenlandse betrekkingen. Ik dank het Parlement voor zijn steun en ik blijf de volgende maanden, in functie van de evolutie van de actualiteit, ter beschikking voor het voortzetten van de discussies.

2.3 Le Processus de paix au Moyen-Orient

Malgré la déclaration du Quartet de septembre 2011 et les efforts de médiation jordaniens début 2012, le processus de paix au Moyen-Orient n'a pas connu d'avancée ces 12 derniers mois. La perspective des élections présidentielles américaines n'était sans doute pas propice à un progrès significatif pour la mise en place d'un État de Palestine comme l'avait pourtant souhaité le Président Obama. Avec nos partenaires européens, la Belgique reste active pour préserver la solution des deux États. Dans ce contexte, le gouvernement appelle à la mise en œuvre des conclusions adoptées par le Conseil Affaires étrangères en mai dernier. La solution des deux États reste la seule voie pour arriver à une paix durable et à la mise en place d'un État de Palestine prospère et vivant en paix et en sécurité à côté de l'État d'Israël.

Le gouvernement a plaidé dès le lendemain des élections présidentielles américaines du 6 novembre dernière pour une initiative visant à reprendre des négociations directes entre les parties. La Belgique incite depuis l'UE à faire passer des messages en ce sens à Washington. En outre, si le Conseil de sécurité ou le Quartet pouvait fixer les paramètres pour les négociations et si les deux parties s'engageaient dans des pourparlers sérieux, le Gouvernement reste convaincu que des progrès pourraient être enregistrés. La Belgique a voté en faveur de la demande palestinienne d'obtenir le statut d'État non-membre à l'Assemblée générale de l'ONU mais insiste sur une reprise urgente et inconditionnelle des pourparlers de paix. Pour une solution durable, la négociation entre les parties reste la voie privilégiée. En outre, le Gouvernement demande à toutes les parties de s'abstenir de toute mesure unilatérale de nature à miner la confiance entre les parties.

Ma tournée dans les Territoires palestiniens et en Israël prévue début novembre a dû être reportée pour cause de conclave budgétaire. Cette mission importante sera reprogrammée en 2013.

2.4 L'Iran

L'Iran constitue de loin la plus forte inquiétude sur le plan sécuritaire, tant pour son programme nucléaire à vocation militaire que pour les tensions qu'il génère avec Israël. Malgré les condamnations internationales, Téhéran continue de ne pas respecter ses obligations. Dans ce contexte, la Belgique continue de soutenir la politique de la double voie alliant dialogue et pression si nécessaire. Après un nouveau train de sanctions adopté

2.3 Het vredesproces in het Midden-Oosten

Ondanks de verklaring van het Kwartet in september 2011 en de Jordaanse bemiddelingsinspanningen begin 2012, heeft het vredesproces in het Midden-Oosten tijdens de laatste 12 maanden geen vooruitgang gekend. Het vooruitzicht op de Amerikaanse presidentsverkiezingen was zeker niet ideaal voor een belangrijke vooruitgang in de oprichting van een Palestijnse Staat, nochtans gewenst door President Obama. Samen met onze Europese partners blijft België actief pleiten voor het behoud van de tweestaten-oplossing. In deze context vraagt de regering de uitvoering van de conclusies die door de Raad Buitenlandse zaken in mei jl. zijn aangenomen. De tweestatenoplossing blijft de enige uitweg om te komen tot een duurzame vrede en tot de oprichting van een welvarende Palestijnse Staat die in vrede en veiligheid naast Israël leeft.

De regering heeft gepleit dat er, na de Amerikaanse presidentsverkiezingen van 6 november jl., een initiatief genomen zou worden om de rechtstreekse onderhandelingen tussen de twee partijen opnieuw te starten. Sindsdien spoort België de EU aan om in deze zin berichten aan Washington over te brengen. De regering blijft ervan overtuigd dat, indien de Veiligheidsraad de parameters van de onderhandelingen vastlegt en dat beide partijen zich op serieuze onderhandelingsvoorwaarden toelaten, er vooruitgang zou geboekt kunnen worden. België heeft voor de Palestijnse aanvraag tot herkenning door de Algemene Vergadering van de VN van het waarnemersstatuut als niet-lidstaat gestemd maar benadrukt een spoedige en onvoorwaardelijke hervatting van de veiligheidsonderhandelingen. Voor een duurzame oplossing, blijft de onderhandeling tussen de partijen de bevoorrechte weg. De regering vraagt daarbij aan alle partijen om zich te onthouden van elke vorm van unilaterale maatregelen die het vertrouwen tussen de partijen zou kunnen schaden.

Door het budgettair conclaaf is mijn rondreis in de Palestijnse gebieden en in Israël, voorzien voor begin november, uitgesteld. Deze belangrijke missie zal opnieuw geprogrammeerd worden in 2013.

2.4 Iran

Op het vlak van veiligheid is Iran zonder twijfel onze grootste zorg, zowel door zijn nucleair programma met militaire doeleinden als door de spanningen dat het teweegbrengt met Israël. Ondanks de internationale veroordelingen blijft Teheran zijn verplichtingen niet nakomen. In deze context blijft België het tweesporenbeleid steunen, dat dialoog met druk, indien nodig, verbindt. Na een nieuwe reeks sancties in januari 2012 en de dreiging van een olie-embargo door de EU,

en janvier 2012 et la menace d'entrée en vigueur d'un embargo pétrolier par l'UE, l'Iran s'est enfin décidé à retourner à la table des négociations. Alors que les UE3+3 menés par la Haute Représentante Catherine Ashton, ont fait des propositions concrètes, l'Iran ne s'est pas engagé sérieusement dans les discussions. Les réunions d'Istanbul, de Bagdad et de Moscou n'ont clairement pas mené aux résultats escomptés. Vu l'échec du dialogue et l'avancée du programme nucléaire iranien, de nouvelles sanctions sont devenues inévitables. Après les États-Unis, l'UE a adopté le 15 octobre dernier un nouveau paquet de sanctions. L'effet des sanctions est réel. L'embargo pétrolier de l'UE en place depuis le 1^{er} juillet dernier, couplé à des sanctions financières sans précédent, pèsent réellement sur l'économie du pays. Reste maintenant au régime à répondre aux attentes de la communauté internationale.

3. La politique de sécurité et de défense

3.1 L'OTAN et l'UE

En matière de Défense et de Sécurité, notre pays reste fidèle à sa politique traditionnelle de coopération étroite avec nos Alliés et partenaires au sein de l'OTAN tout en continuant à œuvrer au développement d'une capacité militaire autonome de l'UE.

Les leçons tirées de l'opération "*Unified Protector*" (Libye) ont clairement mis en lumière les carences de la défense européenne notamment en matière de capacités. Cette faiblesse militaire a des conséquences sur la marge de manœuvre dont dispose l'Europe dans des conflits sur sa périphérie. Comme il n'est pas envisageable d'augmenter les budgets, il faudra apprendre à faire mieux avec moins, un renforcement des synergies et des coopérations entre États est donc indispensable.

L'échec de la fusion entre EADS et BAE nous a une nouvelle fois démontré combien la route était difficile, néanmoins nous n'avons pas d'autres options que de persévérer si nous voulons que l'UE reste un acteur qui compte sur la scène internationale.

Le Sommet de Chicago a donné une nouvelle impulsion aux efforts de mutualisation des capacités au sein de l'OTAN. Nous pouvons nous en féliciter tout en réalisant que derrière des discussions portant sur du matériel se cachent également des enjeux politiques importants. C'est ainsi que nous devons porter une attention particulière à la délicate question de la disponibilité des capacités qui seraient acquises en commun. Il ne faudrait pas que des capacités OTAN co-financées par des pays européens soient indisponibles pour des

heeft Iran uiteindelijk besloten om terug te keren naar de onderhandelingstafel. Hoewel de EU 3+3, geleid door de Hoge Vertegenwoordiger Catherine Ashton, concrete voorstellen heeft geformuleerd, heeft Iran zich niet serieus ingezet in de onderhandelingen. De vergaderingen van Istanbul, Bagdad en Moskou hebben duidelijk niet tot de gehoopte resultaten geleid. Gezien het falen van de dialoog en de vooruitgang van het Iraans nucleair programma zijn nieuwe sancties onvermijdelijk geworden. Na de Verenigde Staten heeft de EU op 15 oktober jl. een nieuwsanctiepakket aangenomen. Het effect van de sancties is reëel. Het olie-embargo dat sinds 1 juli 2012 is ingevoerd, samen met nooit geziene financiële sancties, wegen op de economie van het land. Nu is het aan het regime om de verwachtingen van de internationale gemeenschap in te lossen.

3. Het Veiligheids-en Defensiebeleid

3.1 De NAVO en de EU

Wat Defensie en Veiligheid betreffen, blijft ons land trouw aan haar traditioneel beleid van nauwe samenwerking met onze bondgenoten en partners binnen de NAVO, en tegelijkertijd blijft het bouwen aan de ontwikkeling van een autonome militaire capaciteit van de EU.

De lessen uit operatie "*Unified Protector*" (Libië) hebben de tekortkomingen van de Europese defensie, vooral inzake capaciteiten, aan het licht gebracht. Deze militaire zwakte heeft gevolgen op de speelruimte waarover Europa beschikt voor conflicten in haar periferie. Aangezien het ondenkbaar is de budgetten te verhogen, zal men moeten leren om meer te doen met minder middelen: de versterking van de synergie en de samenwerking tussen Staten zijn dus onmisbaar.

Het falen van de fusie tussen EADS en BAE heeft nogmaals aangetoond hoe moeilijk de weg is. Toch heeft men geen andere keuze dan door te zetten als men wil dat de EU een belangrijke speler blijft op het internationaal toneel.

De Top van Chicago heeft een nieuwe impuls gegeven aan de inspanningen in het kader van de mutualisatie van de capaciteiten binnen de NAVO. Wij kunnen ons hiervoor feliciteren maar tegelijk moeten we er ons van bewust zijn dat er achter discussies over materieel belangrijke politieke uitdagingen schuilgaan. Daarom moeten wij een bijzondere aandacht hebben voor de delicate vraag over de beschikbaarheid van capaciteiten die gemeenschappelijk verworven werden. Wat niet zou mogen gebeuren is dat door Europese landen

missions UE hors cadre OTAN du fait de veto d'Alliés non UE.

Un renforcement des coopérations institutionnelles entre OTAN et UE pourrait permettre d'éviter cet écueil, mais cette coopération continuera malheureusement encore longtemps à se heurter à des obstacles politiques difficilement surmontables. Dans ce contexte, il est plus que jamais indispensable que les pays européens membres de l'OTAN coordonnent étroitement leurs positions. Sans se faire d'illusions sur les perspectives de création d'un véritable pilier européen au sein de l'OTAN à court terme, la Belgique sera attentive aux perspectives qui pourraient s'offrir de lancer une dynamique de coopération renforcée entre pays membres de l'UE au sein de l'OTAN.

3.2 La PSDC

Pour que la PSDC puisse pleinement répondre aux attentes placées en elle, il est important de continuer à tirer les leçons de l'expérience acquise et à réfléchir à de nouvelles pistes. Le rapport sur les avancées de la PSDC présenté par Catherine Ashton a été discuté au CAE du mois de juillet. L'avenir de la PSDC sera également un thème important à l'agenda du Conseil Européen de 2013.

L'année qui vient de s'écouler a vu diverses initiatives et réflexions en matière de PSDC, découlant notamment des décisions du Conseil de décembre 2011 (activation d'un centre opérationnel dans le cadre de la mission EUCAP NESTOR en Somalie, discussions sur les concept de "Pooling and Sharing", concept d'utilisation des "Battlegroups", revue de la procédure de gestion de crise).

Dans le contexte d'eupessimisme ambiant, le lancement de plusieurs missions et opérations (EUCAP Nestor, EUAVSEC Sud-Soudan, EUCAP Sahel Niger) doit être considéré comme un succès et un signe d'espoir. On s'attend à d'autres initiatives dans les prochains mois: nous pensons en particulier à l'élargissement d'Eucap Niger à la Mauritanie et au Mali ainsi qu'au lancement d'une éventuelle mission civile de gestion des frontières en Libye. La Belgique continuera à traduire en actes ses engagements politiques en faveur de la PSDC en participant à diverses missions et opérations de l'UE.

La Belgique continuera également à suivre avec attention le débat lancé par la Commission et le SEAE sur le développement d'une véritable approche globale de la politique extérieure de l'UE. Le concept est inté-

gecofinancierde NAVO-capacités par un veto de non-EU alliés rendraient indisponibles pour les missions UE en dehors du cadre de la NAVO.

Een versterking van de institutionele samenwerking tussen de NAVO en de EU zou dit soort problemen kunnen vermijden, maar deze samenwerking zal helaas nog lang geconfronteerd worden met moeilijk oplosbare politieke obstakels. In deze context is een nauwe coördinatie tussen de Europese lidstaten van de NAVO meer dan ooit nodig. Zonder illusies te koesteren over de oprichting, op korte termijn, van een echte Europese pijler binnen de NAVO, blijft België aandachtig voor een mogelijk perspectief op een dynamiek van versterkte samenwerking tussen de EU-lidstaten binnen de NAVO.

3.2 Het Gemeenschappelijk Veiligheids- en Defensiebeleid (GVDB)

Het is belangrijk om uit de voorbije ervaring lessen te trekken en na te denken over nieuwe denksporen opdat het GVDB de verwachtingen kan inlossen. Het vooruitgangsrapport van Lady Ashton over het GVDB werd besproken in de Raad Buitenlandse Zaken van juli 2012. De toekomst van het GVDB zal ook een belangrijk thema zijn op de agenda van de Europese Raad van december 2013.

Het voorbije jaar heeft verscheidene initiatieven en denkoefeningen gezien op het vlak van het GVDB die o.a. voortvloeiden uit de besluiten van de Raad van december 2011: de activering van een operationeel centrum in het kader van de EUCAP NESTOR missie in Somalië, discussies over het concept van "Pooling and Sharing" en van het gebruik van "Battlegroups" of de herziening van procedures van crisisbeheer.

In de huidige context van eupessimisme, kan de lancering van verscheidene nieuwe operaties en missies (EUCAP Nestor, EUAVSEC Zuid-Soedan, EUCAP Sahel Niger) als een succes en een teken van hoop worden gezien. Ook andere initiatieven worden verwacht in de komende maanden: ik denk in het bijzonder aan de uitbreiding van EUCAP Niger naar Mauritanië en Mali alsook de eventuele lancering van een civiele missie van grensbeheer in Libië. Door haar deelname aan diverse missies en operaties van de EU zal België haar politieke verplichtingen voor het GVDB in concrete acties blijven omzetten.

België zal ook met aandacht het debat blijven volgen dat gelanceerd werd door de Commissie en de Europese Dienst voor Extern Optreden (EDED) over de ontwikkeling van een ware globale aanpak van het

ressant, mais nous devons veiller à ce qu'il n'aboutisse pas à étouffer la PSDC en entravant chaque opération par des pesanteurs bureaucratiques.

Cette volonté d'inscrire l'action de l'UE dans un cadre global se traduit notamment dans le plan global pour la Corne de l'Afrique. Dans ce domaine, nous pouvons nous réjouir des progrès engrangés dans la lutte contre la piraterie. Il faut être prudent, mais ces progrès témoignent du succès de la coopération internationale au sein de laquelle l'UE a joué un rôle de premier plan, notamment au travers de la mission Atalanta. L'émergence de nouveaux foyers de crise dans le Sahel ne doit pas nous amener à abandonner prématurément nos efforts dans cette région.

Les événements à l'est du Congo ont montré la nécessité de continuer les efforts de réforme du secteur de sécurité en RDC. Nous devons cependant tenir compte de l'expérience accumulée au fil des années, notamment la nécessité absolue d'une implication réelle des autorités locales sans laquelle aucun progrès n'est envisageable.

La décision d'un phasing out sur deux ans des opérations EUSEC et EUPOL doit être l'occasion de procéder à une analyse critique de ce qui a été réalisé en plus de 7 ans et de ce qui ne l'a pas été. Le suivi de ces missions pourrait également être l'occasion d'explorer des voies innovantes en matière de coopération européenne sur le plan de la sécurité, nous pensons en particulier au débat sur l'opportunité de nommer des attachés militaires au sein des Délégations de l'UE. Nous devons dès maintenant travailler avec l'UE aux contours de cette future coopération.

3.3 Le désarmement et la non-prolifération

Notre pays a continué à manifester concrètement son engagement en faveur des initiatives et régimes de désarmement, nous pensons en particulier au plan d'action des Nations Unies contre le trafic illicite des armes légères et de petit calibre. La conférence de revue qui s'est tenue en août a débouché sur une mise à jour du plan d'action. La Belgique y a contribué activement via des propositions en matière de traçabilité et de lutte contre la diversion.

Même si la conférence diplomatique sur l'adoption d'un Traité sur le Commerce des Armes qui s'est tenue au mois de juillet sous l'égide des Nations Unies n'a pas permis d'adopter un texte, cela ne signifie pas la fin de nos efforts pour tenter d'obtenir un traité qui soit à

buitenlands beleid van de EU. Het concept is interessant maar we moeten erop toezien dat dit niet leidt tot eenverstikking van het GVDB door elke operatie te bezwaren met bureaucratische lasten.

De wil om de actie van de EU in een globale context in te schrijven vertaalt zich o.a. in het globale plan voor de Hoorn van Afrika. Op dit vlak kunnen wij ons verheugen over de vooruitgang in het kader van de strijd tegen piraterij. Men moet altijd voorzichtig zijn maar deze vooruitgang getuigt van het succes van de internationale samenwerking waarbij de EU een fundamentele rol heeft gespeeld, o.a. in demissie 'Atlanta'. Het ontstaan van nieuwe crisisaarden in de Sahel mag er niet toe leiden onze inspanningen in de Hoorn van Afrika vroegtijdig op te geven.

De evenementen in het Oosten van Congo hebben de nood aangetoond om de inspanningen tot hervorming van de veiligheidssector in de DRC verder te zetten. Wij moeten echter rekening houden met de ervaring die wij over de jaren heen hebben opgedaan, waaronder de absolute nood aan een echte betrokkenheid van de plaatselijke autoriteiten zonder wie geen vooruitgang denkbaar is.

Het besluit van een uitfasering in twee jaar van de EUSEC en EUPOL-operaties moet de gelegenheid zijn om een kritische analyse te maken van wat wel en niet gerealiseerd kon worden in meer dan 7 jaar. De opvolging van deze missies zou ook de gelegenheid kunnen zijn om innoverende wegen te verkennen in het domein van de Europese samenwerking op het vlak van veiligheid. Ik denk hier meer bepaald aan het debat over de opportuniteit om militaire attachés te benoemen in de EU delegaties in derde landen (EUDELS). Wij moeten vanaf heden samen met de EU werken aan de bakens van deze toekomstige samenwerking.

3.3 Ontwapening en niet-prolifерatie

Ons land blijft zich concreet inzetten voor ontwapeningsinitiatieven en -regimes. Ik denk meer bepaald aan het actieplan van de Verenigde Naties tegen de illegale handel van lichte wapens en kleine kalibers. De overzichtsconferentie van augustus jl. is uitgemond op een actualisering van het actieplan. België heeft hier actief bijgedragen door middel van voorstellen op het vlak de traceren en de strijd tegen afleiding.

Zelfs al heeft de diplomatieke conferentie voor een Verdrag over de Wapenhandel die in juli was georganiseerd door de Verenigde Naties niet geleid tot de goedkeuring van een tekst, toch betekent dit niet het einde van onze inspanningen om te trachten tot een ambitieus

la fois ambitieux et inclusif. Un projet de traité est sur la table et un tour final de négociation débutera en mars. La Belgique continuera à s'y impliquer.

2013 verra également le deuxième comité préparatoire du nouveau cycle de révision du TNP en prévision de la Conférence de révision de 2015. Outre une poursuite de l'examen de la mise en œuvre du plan d'action 2010, on attend de voir maintenant que les élections présidentielles américaines sont terminées si le climat entre les États-Unis et la Russie permettra des avancées en matière d'armes nucléaires tactiques.

A un moment où on se prépare à commémorer le centième anniversaire de la première utilisation d'armes chimiques de l'Histoire à Ypres, nous signalerons encore en 2013 la conférence de révision de la Conférence sur les Armes Chimiques.

4. La diplomatie économique

La conquête de débouchés par nos exportateurs et l'attraction des investisseurs étrangers sont essentielles pour générer croissance et emploi, singulièrement en période de stagnation. Or, nous nous retrouvons en concurrence croissante avec de nombreux pays, surtout occidentaux, recherchant aussi une stimulation externe de leur économie.

Le gouvernement s'assurera, en coordination avec les entités fédérées et avec les fédérations, d'une optimisation de l'usage des divers outils existants. Au niveau des autorités fédérales, il s'agira à la fois d'un recentrage vers la diplomatie économique (I) et d'une politique économique multilatérale plus ambitieuse (II).

4.1 La diplomatie économique.

La diplomatie économique, soit la promotion et la protection des intérêts de nos entreprises au travers des outils diplomatiques, sert particulièrement notre monde économique dans le monde émergent, surtout au moment où plusieurs BRICS retrouvent une croissance soutenue. Mais le focus géographique de notre diplomatie économique devra aussi inclure d'autres parties du monde présentant un profil idoine en fait de performances et de culture économique: Golfe persique, Zone ASEAN, Algérie, Turquie, Colombie et Pérou...

En termes d'outils, les intérêts économiques figureront au centre de la modernisation du réseau des

én inclusief verdrag te komen. Een voorstel van verdrag ligt op tafel en een laatste onderhandelingsronde zal in maart volgend jaar beginnen. België zal zich hiervoor blijven inzetten.

In 2013 zal ook een tweede voorbereidend comité georganiseerd worden van de nieuwe herzieningscyclus van het TNP (*Treaty on Non-Proliferation*), met het vooruitzicht op de Herzieningsconferentie van 2015. Naast het voortzetten van het onderzoek naar het invoeren van het actieplan 2010, wachten wij nu af om te zien of, nu de Amerikaanse presidentsverkiezingen rond zijn, de verstandhouding tussen de Verenigde Staten en Rusland een vooruitgang zal toelaten in het kader van tactische nucleaire wapens.

Terwijl wij ons voorbereiden op de herdenking van de 100^{ste} verjaardag van het gebruik van de eerste chemische wapens uit de geschiedenis in Ieper, wijs ik nog op de conferentie ter herziening van de Conferentie op Chemische Wapen in 2013.

4. De economische diplomatie

De verovering van exportmarkten voor onze exporteurs en de aantrekking van buitenlandse investeerders zijn essentieel voor het creëren van groei en werkgelegenheid, vooral in de huidige periode van economische stilstand. Wij bevinden ons echter in groeiende concurrentie met vele landen, vooral Westerse, die ook een externe stimulans voor hun economie zoeken.

De regering zal in samenwerking met de gefedereerde entiteiten en de bedrijfsfederaties toezien op een optimalisatie van het gebruik van diverse bestaande instrumenten. Op het federale niveau betekent dit zowel een herbevestiging van de economische diplomatie als van een ambitieuzer multilateraal economisch beleid.

4.1 De economische diplomatie

De economische diplomatie, of met andere woorden, de promotie en bescherming van de belangen van onze bedrijven door middel van diplomatische instrumenten in een globaliserende wereld van bijzonder nut voor onze economische middens, vooral op een moment dat meerdere BRICS-landen een aanhoudende groei kennen. Maar de geografische focus van onze economische diplomatie zal ook andere delen van de wereld, moeten omvattendie een geschikt profiel hebben op het vlak van prestaties en economische cultuur: de Perzische golf, de ASEAN landen, Algerije, Turkije, Colombia, Peru, enz....

In termen van uitrusting zullen de economische belangen in het middelpunt staan van de modernisering

postes diplomatiques et consulaires, de la politique du personnel et de la formation des Affaires étrangères et de sa politique immobilière, pour s'assurer que nous disposons, aux endroits-clé, d'un pôle d'accès au marché efficace. Cette dynamique se traduira parallèlement par la constitution d'un pôle économique plus fort et plus intégré au sein du SPF. L'amélioration des modèles actuels de financement des chambres de commerce et missions économiques sera continuée.

Afin d'identifier mieux les besoins et attentes des décideurs économiques étrangers, la fonction de Conseillers en diplomatie économique sera créée autour de nos ambassadeurs et consuls généraux. Ces *mini-business councils* de nos postes reflèteront au niveau local la fonction du Conseil de la diplomatie économique (*Business Council*) du ministre des Affaires étrangères qui se réunira à nouveau de manière semestrielle. Les Journées diplomatiques du début d'année et les conférences régionales permettront d'assurer l'interaction entre ces deux niveaux. Des consultations régulières continueront à être organisées avec les fédérations d'entreprises et les autres organisations socioprofessionnelles.

Une attention particulière en matière de diplomatie économique sera donnée à l'investissement. Des efforts spécifiques seront engagés par nos postes pour encourager les investissements étrangers en Belgique et assister les investisseurs belges à l'étranger, le cas échéant en relation avec des accords sur l'investissement et la double-imposition. Les relations en matière d'investissements feront l'objet d'initiatives ciblées, par exemple avec nos partenaires européens et les États-Unis, la Chine, le Japon, l'Inde, la Russie, la région du Golfe... Un déploiement optimal de nos outils d'aide financière à l'exportation sera recherché.

Les sections consulaires de nos postes jouent dans les nations émergentes un rôle essentiel de représentation et d'accueil. Tout en respectant scrupuleusement les réglementations en vigueur, nos postes seront encouragés à assurer un accueil actif des décideurs économiques se rendant dans notre pays.

4.2 La politique économique et commerciale multilatérale

La stimulation de l'économie par la facilitation et le maintien de l'accès au marché au profit de nos entreprises au travers de la diplomatie économique doit avoir pour corollaire une action continuée de l'Union euro-

van ons diplomatiek en consulaire postennetwerk, van het personeelsbeleid en van de opleiding van Buitenlandse Zaken en haar beleid inzake onroerend goed. Het is namelijk de bedoeling dat wij op de sleutelplaatsen beschikken over efficiënte toegangspoorten tot de markten. Deze dynamiek zal zich tegelijkertijd vertalen in de oprichting van een sterkere en meer geïntegreerde economische afdelingen binnen de FOD Buitenlandse Zaken. De verbetering van de huidige financieringsmodellen van de handelskamers en economische missies zal worden voortgezet.

Om de noden en verwachtingen van de buitenlandse economische beleidsmakers zo goed mogelijk te identificeren, zal de functie van Raadgever in economische diplomatie worden aangemaakt om onze ambassadeurs en consuls bij te staan. In onze posten zullen *mini-business councils* worden opgericht die op lokaal niveau de functie van de Raad van de Economische Diplomatie van de minister van Buitenlandse zaken, die elk semester bijeen zal komen, weergeven. De diplomatieke dagen aan het begin van het jaar en de regionale consulaire conferenties zullen de interactie tussen deze twee niveaus verzekeren. Regelmatige consultaties met de bedrijfsfederaties en andere sociaaleconomische organisaties zullen blijven georganiseerd worden.

In de economische diplomatie zal een bijzondere aandacht worden besteed aan investeringen. Specifieke inspanningen zullen geleverd worden door onze posten om buitenlandse investeringen in België te krijgen en om Belgische investeerders in het buitenland te steunen, eventueel in het kader van akkoorden over investeringen en dubbele belastingheffing. De investeringsrelaties zullen aan gerichte initiatieven worden onderworpen, bijvoorbeeld met onze Europese partners en de Verenigde Staten, China, Japan, Indië, Rusland, de Golfregio... Onze instrumenten van financiële hulp bij export zullen wij optimaal trachten te ontvouwen.

De consulaire afdelingen van onze posten spelen een essentiële onthaal- en vertegenwoordigingsrol in opkomende landen. Onze posten worden aangespoord om een actieve ontvangst van de economische beleidsmakers in deze landen te verzorgen, en dit met respect voor de plaatselijke wetgeving.

4.2 Het multilateraal economisch- en handelsbeleid

Het Europees handelsbeleid is de noodzakelijke aanvulling van de bevordering van de economie door het vergemakkelijken en behouden, door middel van economische diplomatie, van een toegang tot de markt

péenne en matière de réduction des barrières tarifaires, contingentements et entraves techniques et sanitaires.

Le gouvernement continuera à soutenir le processus de l'Agenda de Développement de Doha et, plus généralement, la recherche d'une libéralisation des échanges de services et de denrées agricoles et manufacturières sur une base multi- ou plurilatérale. Dans un même temps, la Belgique continuera d'œuvrer au sein de l'UE pour favoriser la recherche d'accords de libre-échange entre l'Union et des partenaires importants. Nous nous assurerons cependant que ces accords prennent dûment en compte la réduction d'entraves techniques affectant nos entreprises. Une attention particulière sera aussi portée à la facilitation du commerce et à la question des marchés publics.

Là où des négociations de libre-échange ont été conclues récemment, nous veillerons à favoriser une mise en œuvre harmonieuse de ces accords pour nos entreprises. Le gouvernement encouragera aussi des initiatives en matière de libre-circulation des biens et services avec les États-Unis.

Concernant la protection et la promotion des investissements, le gouvernement s'assurera de l'intégration rapide et harmonieuse de notre écheveau d'accords bilatéraux sur l'investissement (BIT) existants ou en voie de conclusion dans le nouveau cadre créé par le Règlement européen de 2012. Nous nous assurerons aussi que nos priorités soient dûment prises en compte concernant la négociation d'accords UE en la matière. Au niveau européen comme au niveau bilatéral, une attention particulière sera apportée à la problématique des investissements, entre autres avec l'Asie du Sud et de l'Est.

Le gouvernement continuera à soutenir des initiatives favorisant la responsabilité sociale des entreprises, le rôle des entreprises transnationales en matière de droits de l'homme et une utilisation durable des ressources naturelles

5. Les droits de l'homme

Alors que la Belgique achève fin 2012 son mandat au Conseil des Droits de l'Homme, le gouvernement continuera de mener une politique active en matière des droits de l'homme, avec une attention particulière pour la lutte contre la peine de mort et contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle.

voor onze bedrijven. Deze Europese actie betreft de vermindering van tariefhindernissen, contouringering en technische en sanitaire belemmeringen.

De regering zal haar steun aan het proces van de Doha Ontwikkelingsagenda verderzetten, meer algemeen, het strevenaanmoedigen naar een liberalisering van de handel in diensten en landbouw- en industriële goederen, op een multi- of plurilaterale basis. Tegelijkertijd zal België zich binnen de EU blijven inzetten voor steun aan het tot standbrengen van vrijhandelsakkoorden tussen de EU en haar belangrijkste partners. Wij zullen er wel over waken dat deze akkoorden rekening houden met de vermindering van technische belemmeringenhindernissen waaronder onze bedrijven lijden. Een bijzondere aandacht zal besteed worden aan de handelsfacilitering en aan de openbare aanbestedingen.

Na het afsluiten van dergelijke onderhandelingen zullen wij toezien op een harmonieuze toepassing van de recente vrijhandelsakkoorden voor onze bedrijven. Voorafgaand zal de regering initiatieven steunen voor het vrij verkeer van goederen en diensten met de Verenigde Staten.

Wat de bescherming en promotie van investeringen betreft, zal de regering zich verzekeren van de snelle en harmonieuze integratie van onze bestaande (of die op het punt staan gesloten te worden) bilaterale investeringsakkoordenover investeringen (BIT) in het nieuwe kader dat gecreëerd werd door een Europese verordeninguit 2012. Wij zullen er ook over waken dat er rekening wordt gehouden met onze prioriteiten bij de onderhandeling van Europese investeringsakkoorden. Zowel op het Europese als op het bilaterale vlak, zal bijzondere aandacht wordt geschonken aan de problematiek van investeringen, o.a. met Zuid- en Oost-Azië.

De regering zal initiatieven blijven steunen die de sociale verantwoordelijkheid van de bedrijven, de rol van transnationale bedrijven op het vlak van mensenrechten en een duurzaam gebruik van de natuurlijke grondstoffen bevorderen.

5. De rechten van de Mens

Terwijl België eind 2012 haar mandaat in de Mensenrechtenraad zal beëindigen, zal de regering een actief beleid blijven voeren op het vlak van de rechten van de mens, met een bijzondere aandacht voor de strijd tegen de doodstraf en tegen discriminaties op grond van seksuele voorkeur.

6. La question du “Gender”

Comme le prévoit l'accord de gouvernement, nous continuerons à promouvoir l'approche “genre” dans l'ensemble des politiques menées par mon département, y compris en matière de prévention des conflits. Une task force a été établie au sein du département afin de promouvoir cette approche horizontale au sein de toutes les directions qui composent cette administration.

II. — LES PRIORITES DE GESTION INTERNE

1. Les Affaires consulaires

1.1 Le code consulaire

En vue d'un service transparent et cohérent, un projet de Code consulaire a été approuvé par le Conseil des ministres le 14 septembre dernier. Ce projet est actuellement au Conseil d'État pour avis et vous sera présenté dans les plus brefs délais. Le projet a pour objectif de mettre de l'ordre dans la législation consulaire actuelle, de la moderniser et de l'adapter au contexte sociétal actuel. A titre d'exemple, nous visons la différenciation de la compétence consulaire en matière d'état civil selon que l'action se passe dans ou en dehors de l'Union européenne, le prolongement de la durée de validité des passeports jusqu'à 7 ans et la réglementation concernant l'usage d'information illisible à l'œil nu, l'introduction d'une base légale pour la délivrance des attestations. A côté de cela, un nombre important de règles administratives qui n'avaient pas (plus) de valeur ajoutée ont été supprimées.

1.2 Les élections à l'étranger

Une de nos priorités est la meilleure organisation de la participation des concitoyens résidant à l'étranger aux élections législatives fédérales. La nouvelle loi a simplifié la procédure d'inscription qui sera permanente. En principe, l'inscription sur la liste des électeurs ne devra plus être renouvelée à chaque élection. Début 2013, tous les Belges inscrits dans le registre consulaire et qui remplissent les conditions d'électorat recevront un formulaire d'inscription pré rempli. Les électeurs ont en effet dorénavant une commune d'inscription désignée en fonction de critères objectifs figurant dans la loi (le dernier lieu de résidence en Belgique, le lieu de naissance en Belgique, le lieu de résidence des parents ou des proches, jusqu'au troisième degré).

Enfin, la loi prévoit également le dépouillement à l'étranger du vote dans les postes diplomatiques et un

6. “Gender” beleid

Zoals voorzien in het regeringsakkoord, zullen wij met betrekking tot het genderbeleid de promotie bevorderen in alle onderdelen van het beleid van mijn departement, ook op het vlak van conflictpreventie. Een *task force* is opgericht om deze horizontale aanpak te promoten binnen alle directies van mijn administratie.

II. — DE PRIORITEITEN VAN INTERN BEHEER

1. Consulaire zaken

1.1 Het consulaire wetboek

Met het oog op een transparante en coherente dienstverlening werd een voorontwerp van consulaire wetboek goedgekeurd door de Ministerraad op 14 september jl. Dit voorontwerp ligt nu bij de Raad van State voor advies en zal u spoedig worden voorgelegd. Het ontwerp heeft als bedoeling de huidige consulaire wetgeving te ordenen, te moderniseren en aan te passen aan de hedendaagse maatschappelijke context. Bij wijze van voorbeeld verwijs ik naar de differentiatie van de consulaire bevoegdheid inzake burgerlijke stand naargelang optreden binnen of buiten de Europese Unie, de verlenging van de geldigheidstermijn van paspoorten tot 7 jaar en de regelgeving aangaande het gebruik van niet met het blote oog leesbare informatie of de invoering van een wettelijke basis voor afgifte van attesten. Daarnaast werden een belangrijk aantal administratieve regels die geen toegevoegde waarde (meer) hebben, afgeschaft.

1.2 De verkiezingen in het buitenland

Eén van mijn andere prioriteiten is de betere organisatie van de deelname van landgenoten die in het buitenland wonen aan de federale wetgevende verkiezingen. De nieuwe wet vergemakkelijkt de inschrijvingsprocedure die permanent zal zijn. In principe, zal de inschrijving op de kiezerslijsten niet bij iedere verkiezing hernieuwd moeten worden. Begin 2013 zullen alle Belgen die in het consulaire register ingeschreven zijn en die aan de kiezersvoorwaarden voldoen een ingevuld inschrijvingsformulier krijgen. De kiezers zullen vanaf nu een aangewezen inschrijvingsgemeente hebben die in functie van objectieve wettelijke criteria aangeduid zal zijn (de laatste woonplaats in België, geboorteplaats in België, woonplaats van ouders of verwanten tot de derde graad.)

De wet voorziet tenslotte de telling in het buitenland van de stemmen uitgebracht in de diplomatieke posten

certain nombre de règles concernant les conséquences d'une non-participation aux élections par l'électeur.

Trois AR, élaborés avec le département de l'Intérieur, doivent porter exécution aux modifications introduites par la loi du 19 juillet 2012 pour ce qui concerne les formulaires d'inscription, les formulaires de procuration et le fonctionnement des bureaux de votes régionaux.

Un budget spécifique a été prévu pour la procédure d'inscription en 2013 et pour une adaptation des systèmes informatiques.

1.3 Les passeports biométriques

Les Affaires étrangères sont également en charge de l'implémentation d'un nombre de réglementations européennes.

Notamment en matière de délivrance des passeports, les Affaires étrangères doivent exécuter un certain nombre d'obligations européennes dont l'insertion de la photo d'identité et de deux empreintes digitales dans la puce électronique qui est prévue à cet effet dans chaque passeport. Depuis 2004, la puce électronique du passeport belge contient déjà la photo et elle vise actuellement la mise en place rapide de l'insertion des empreintes digitales. Pour cela, les administrations de passeport doivent être équipées du matériel hardware et software nécessaires, tant au niveau national qu'à l'étranger.

A l'étranger, l'équipement des 120 postes diplomatiques et consulaires belges est terminé. Pour réduire les embarras pratiques de la comparution personnelle obligatoire pour les belges à l'étranger, nous avons pris un certain nombre de mesures: nos compatriotes peuvent par exemple se présenter au poste qui est le plus proche de leur lieu de résidence, à l'avenir, ils pourront introduire leur demande de passeport lors de leur séjour en Belgique devant le conseil provincial et la possibilité leur sera offerte d'enregistrer leurs données biométriques jusqu'à 1 an maximum avant l'enregistrement de la demande effective de passeport. Une quarantaine de postes, qui ont un grand nombre de belges difficilement accessibles sur leur territoire administratif, sont en train d'être équipés avec un kit biométrique mobile qui permet à un "flying consul" d'aller enregistrer les données des demandeurs de passeports, à des moments réguliers et sur rendez-vous.

en een aantal regels over de gevolgen van de niet-deelname aan de verkiezingen door de kiezer.

Mijn Departement werkt, samen met de FOD Binnenlandse Zaken, de nodige regels uit om de wet in de praktijk om te zetten. Drie KB's zullen worden genomen, samen met de FOD Binnenlandse Zaken, houdende de nodige regelgeving om de wet in praktijk om te zetten. Met deze uitvoeringsbesluiten moeten de wijzingen ingevoerd door de wet van 19 juli 2012 aangaande de inschrijvingsformulieren, de volmacht formulieren en de werking van de regionale stemopnemingsbureaus worden kunnen uitgevoerd.

Een specifieke begroting werd voor 2013 toegewezen om de inschrijvingsprocedures en een aanpassing van de informatica tools te kunnen realiseren.

1.3 De biometrische paspoorten

De FOD Buitenlandse Zaken staat ook in voor de implementatie van een aantal Europese regelgevingen.

Inzake de afgifte van paspoorten moet mijn Departement een aantal Europese verplichtingen uitvoeren waaronder de inlassing van de gezichtsfoto en twee vingerafdrukken in de chip die in elk paspoort is voorzien. De chip van het Belgisch paspoort bevat al sinds 2004 de gezichtsfoto en België voert momenteel zo snel mogelijk de opname in van de vingerafdrukken. Daarvoor moeten de paspoortadministraties in binnen- en buitenland uitgerust worden met de nodige hard- en software.

In het buitenland is de uitrusting van de 120 Belgische diplomatieke en consulaire posten achter de rug. Om de praktische overlast van de verplichte persoonlijke verschijning voor de Belgen in het buitenland zoveel mogelijk te beperken, heb ik een aantal maatregelen genomen: onze landgenoten kunnen zich bijvoorbeeld aanbieden bij de post die het dichtst bij hun woonplaats ligt; in de toekomst zullen ze tijdens een verblijf in België hun paspoortaanvraag kunnen indienen bij een provinciebestuur en de mogelijkheid zal worden geboden om hun biometrische gegevens maximum 1 jaar vóór de eigenlijke paspoortaanvraag te registreren. Een 40-tal posten die in hun ambtsgebied een groot aantal Belgen hebben in moeilijk bereikbare regio's, worden momenteel uitgerust met mobiele biometrische kits, waarmee een "vliegende consul" op regelmatige tijdstippen ter plaatse en op afspraak de biometrische gegevens van paspoortaanvragers kan registreren.

De plus, nous avons également décidé d'augmenter la durée de validité des passeports pour les +12 ans, de 5 ans à 7 ans, afin que nos concitoyens soient amenés à se présenter moins souvent pour le renouvellement de leur passeport.

En Belgique, près de 700 bureaux de passeport doivent être équipés, principalement situés dans les 589 administrations communales. Puisque ces services doivent également être équipés pour la remise de cartes de séjour biométriques, dont la puce électronique doit également comprendre une photo et deux empreintes digitales du détenteur, nous avons choisi d'unir nos forces avec la ministre de l'Intérieur et la Secrétaire d'État à l'Asile et l'Immigration, l'Intégration et la Lutte contre la Pauvreté, afin de prévoir un équipement biométrique commun dans les communes. Par cette synergie, les communes pourront d'une part, profiter d'une approche plus rationnelle de la délivrance de ces différents documents et d'autre part, réaliser un effort budgétaire considérable. Il s'agit donc d'une situation win/win pour tous les départements concernés ainsi que pour les citoyens. Bientôt, une phase pilote sera lancée dans un nombre restreint de communes.

1.4 Les visas

L'introduction progressive du VIS (*VISA Information System*) en exécution d'un autre règlement européen nécessitera toute l'attention nécessaire de mon Département. Pour rappel, le Système d'information sur les visas (VIS) est une base de données européenne reprenant toutes les données alphanumériques et biométriques (photo + empreintes des 10 doigts) de chaque demandeur de visa court séjour. Le VIS participe à la mise en œuvre et l'harmonisation de la politique commune en matière de visas (code visa), dans le but de:

- Faciliter la lutte contre le visa shopping;
- faciliter la lutte contre la fraude documentaire;
- faciliter les contrôles aux points de passage aux frontières extérieures;
- contribuer au retour des personnes en situation irrégulière;
- prévenir les menaces pesant sur la sécurité intérieure des États membres.

Dans la pratique, il implique que les demandeurs de visa de plus de 12 ans doivent se présenter en personne dans les ambassades et consulats pour introduire leur demande de visa. Il est d'ores et déjà d'application

Verder heb ik ook beslist om de geldigheidsduur van het paspoort voor +12-jarigen te verlengen van 5 naar 7 jaar, zodat onze landgenoten zich voor de vernieuwing van hun paspoort minder frequent moeten aanbieden.

In België moeten in totaal een 700-tal paspoortbureaus uitgerust worden, hoofdzakelijk gesitueerd in de 589 gemeentebesturen. Aangezien diezelfde besturen ook uitgerust moeten worden voor de afgifte van biometrische vreemdelingenkaarten, waarvan de chip eveneens de gezichtsfoto en twee vingerafdrukken van de houder moeten bevatten, heb ik er samen met de minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding voor gekozen de krachten te bundelen en een gemeenschappelijke biometrische uitrusting in de gemeenten te voorzien. Door die synergie zullen de gemeenten enerzijds kunnen genieten van een meer rationele aanpak voor de afgifte van die verschillende documenten en kan anderzijds een aanzienlijke budgettaire besparing gerealiseerd worden. Het gaat dus om een win/win situatie voor alle betrokken departementen en voor de burger. Binnenkort start een pilootfase in een beperkt aantal gemeenten.

1.4 De visums

De progressieve invoering van het VIS (*VISA Information System*) ter uitvoering van een andere Europese verordening zal de volle aandacht van mijn Departement vragen. Het Informatie systeem voor de visums (VIS) is een Europese databank die alle alfanumerische en biometrische gegevens bijhoudt (foto+afdrukken van 10 vingers) van elke aanvrager van een korte duurvisum. Het VIS neemt deel aan de uitvoering en de harmonisatie van het gezamenlijk beleid op het vlak van visums (visa code), met als doel:

- de strijd tegen visumshopping te vergemakkelijken;
- de strijd tegen de documentatie fraude te vergemakkelijken;
- de controles bij de toegangspunten aan de buitenlandse grenzen te vergemakkelijken;
- bij te dragen tot de terugkeer van mensen in een illegale situatie;
- bedreigingen te voorkomen die op de binnenlandse veiligheid van lidstaten wegen.

In de praktijk betekent dit dat de visumaanvragers ouder dan 12 jaar zich in persoon bij de ambassades en consulaten moeten aanmelden voor de visumaanvraag. Dit wordt nu al toegepast voor:

- 1) Afrique du Nord (11.10 2011);
- 2) Moyen Orient (10.05 2012);
- 3) Région du Golfe et Proche Orient (02.10 2012).

En 2013, le “*Roll-Out*” VIS touchera l’Afrique de l’Ouest (03 2013), l’Afrique Centrale (03 2013), Afrique de l’Est (06 2013), Afrique Australe 06 2013), Amérique du Sud (09 2013), Anciennes Républiques Soviétiques d’Asie Centrale (11 2013), Asie du Sud-Est (11 2013) et les Territoires Palestiniens en 01 2014).

Comme pour ce qui concerne l’introduction de la biométrie dans les passeports pour nos compatriotes à l’étranger, mes services seront attentifs à minimiser l’impact négatif de ces mesures, particulièrement pour les visas d’affaire. Un des outils sera le recours à l’*Outsourcing* (particulièrement dans les grands pays, où les centres d’outsourcing peuvent fonctionner comme autant d’antennes pour la prise des demandes de visa — et d’empreintes digitales.

1.5 *L’assistance aux Belges*

Le gouvernement continuera à apporter toute l’attention requise aux situations des ressortissants belges en difficulté à l’étranger ainsi qu’au soutien à réserver aux parents victimes d’enlèvements parentaux. Nous veillerons à ce que les moyens nécessaires à ces fins puissent être préservés.

2. Le nouveau statut des carrières extérieures

Le statut administratif actuel de carrières extérieures date de 1956. Il a été modifié 31 fois. La dernière modification en 1999 concernait la création d’une troisième carrière extérieure, celle d’attachés de coopération internationale, suite à la profonde réforme de la politique belge en matière de coopération au développement.

Depuis, l’administration fédérale a été profondément modifiée. A travers la réforme Copernic, un certain nombre de nouveaux concepts ont fait leur entrée, notamment en matière de personnel, de structure d’organisation et de méthodes de travail. Les nouvelles classes (et les échelles barémiques y afférentes), les nouvelles règles de promotion, l’usage de la description des fonctions, les possibilités importantes de formation, comme les formations certifiées et les allocations de compétences ou échelles salariales plus élevées, sont parmi les nouveautés. Sans base juridique solide, ces réformes pour les carrières extérieures ne peuvent être mises en œuvre. Un ajustement du statut 56 à cette réforme dans le respect de la spécificité de ces

- 1) Noord Afrika (11.10 2011)
- 2) Midden-Oosten (10.05 2012)
- 3) De Golfregio en het Nabije Oosten (02.10 2012).

In 2013 zal de VIS “*roll-out*” West-Afrika (03 2013), Centraal-Afrika (03 2013), Oost-Afrika (06 2013), Zuidelijk Afrika (06 2013), Zuid-Amerika (09 2013), de voormalige Sovjetrepublieken van Centraal-Azië (11 2013), Zuid-Oost-Azië (11 2013) en de Palestijnse Gebieden (01 2014) betreffen.

Zoals bij de invoering van biometrie in de paspoorten voor onze medeburgers in het buitenland, zullen mijn diensten aandachtig zijn voor het beperken van de negatieve impact van deze maatregelen, in het bijzonder voor visumzaken. Een van de instrumenten zal het beroep op “*outsourcing*” zijn, meer bepaald in grote landen, waar de outsourcing-centra evengoed als antennes voor de aanvraag van een visum- en vingerafdrukken kunnen functioneren.

1.5 *De bijstand aan Belgen*

De regering zal alle nodige aandacht blijven besteden aan situaties waar Belgen zich in het buitenland in moeilijkheid bevinden alsook steun geven aan de ouders die slachtoffer zijn van ouderlijke ontvoeringen. Wij zullen erop toezien dat de nodige middelen hiervoor worden behouden.

2. Het nieuw statuut van de buitenlandse loopbanen.

Het huidig administratief statuut van de buitenlandse loopbanen dateert van 1956. Het werd 31 keer gewijzigd. De laatste wijziging in 1999 betrof de oprichting van een derde buitenlandse loopbaan nl. deze van de attachés internationale samenwerking naar aanleiding van de grondige hervorming van het Belgisch beleid op het gebied van ontwikkelingssamenwerking.

Sindsdien werd de federale administratie grondig gewijzigd. Via de Copernicus-hervorming vonden een aantal nieuwe concepten ingang op het vlak van het personeelsbeleid, de organisatiestructuur en de werkmethoden. Tot die vernieuwingen behoren de nieuwe klassen en de daarmee verbonden baremaschalen, de nieuwe bevorderingsregels, het gebruik van functiebeschrijvingen en -wegingen, de belangrijke vormingsmogelijkheden, zoals de gecertificeerde opleidingen en de hieraan verbonden competentietoelage of hogere weddenschaal. Zonder stevige juridische basis kunnen deze hervormingen voor de buitenlandse carrières niet worden doorgevoerd. Een aanpassing van het statuut van 1956 aan deze hervorming met respect voor de

carrières externes est nécessaire afin de donner une base juridique solide à ces améliorations.

Des propositions antérieures faites sous la responsabilité de mes prédécesseurs n'ont pas pu aboutir pour différentes raisons tenant à l'opposition des syndicats et au manque de soutien par le personnel intéressé.

L'actuelle proposition de nouveau statut comprend la création d'une nouvelle carrière extérieure au niveau A, de l'intégration des trois carrières extérieures existantes respectivement au niveau A et au niveau C (adaptation de la réforme Copernic) et ensuite, l'intégration des 3 carrières extérieures existantes de niveau A dans la nouvelle carrière. Après des consultations informelles avec tous les organes d'avis compétents, des consultations et négociations formelles et obligatoires seront menées encore cette année (l'Inspecteur des Finances, le SPF P&O et B&B, le comité de secteur VII (syndicats) et le Conseil d'État).

Ce statut administratif pour la carrière extérieure est une première étape dans une série de réformes des règles anciennes qui ne sont plus adaptées à la situation actuelle. Suivront encore des modifications au règlement organique, au statut financier, aux règlements de stage, à la politique familiale et à d'autres aspects. En ce moment, un certain nombre de groupes de travail techniques travaillent, au sein de mon administration, aux premiers textes préparatoires dans toutes les matières afférentes au nouveau statut.

3. La rationalisation du réseau de postes

En 2010, le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères Vanackere a pris la décision de lancer une étude approfondie sur l'optimisation et la modernisation du réseau diplomatique et consulaire en Belgique. Dans un monde en constante évolution et dans une situation budgétaire difficile, il est nécessaire de s'arrêter de temps à autre et de réfléchir au réseau dont notre pays dispose à l'étranger.

Dans un premier stade, sur la base de critères objectifs, une analyse a été faite des besoins stratégiques qu'a notre pays dans le monde, en ce qui concerne la prospérité (critère économique), la sécurité et la liberté (critère politique) et les services rendus à nos compatriotes (critère consulaire), et le rôle qu'y joue notre diplomatie. Pour cela, tant la situation actuelle que l'importance escomptée à moyen terme des pays tiers, ont été pris en compte.

specificiteit van deze externe loopbanen is nodig om aan deze verbeteringen een stevige juridische basis te geven.

Voorstellen die door mijn voorgangers zijn gemaakt hebben, o.a. door de weerstand van de syndicaten en de afwezigheid van steun van het betrokken personeel, niet tot een resultaat kunnen leiden.

Het huidig voorstel van nieuw statuut omvat de oprichting van 1 nieuwe buitenlandse carrière in niveau A, de integratie van de 3 bestaande buitenlandse loopbanen in respectievelijk het niveau A en niveau C (aanpassing aan de Copernicushervorming) en vervolgens de integratie van de 3 bestaande buitenlandse loopbanen van niveau A in de nieuwe loopbaan. Na een informele consultatieronde met alle betrokken adviesorganen zullen nog dit jaar de formele en verplichte consultaties en onderhandelingen gestart worden (met de Inspectie van Financiën, de FOD P&O en B&B, het sectorcomité VII (vakbonden) en de Raad van State).

Dit administratief statuut voor de buitenlandse carrière is de eerste stap van een reeks hervormingen van oude regels die niet meer aan de huidige situatie zijn aangepast. Daarna volgen nog de aanpassingen van het organiek reglement, van het financieel statuut, van de stage regeling, van het familiebeleid en van nog andere deelaspecten. Op dit ogenblik werken een aantal technische werkgroepen binnen mijn administratie aan de eerste voorbereidende teksten in alle van deze bij het nieuwe statuut aansluitende materies.

3. De rationalisering van het postennetwerk

In 2010 nam vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken Vanackere de beslissing om een grondige studie te maken over de optimalisering en de modernisering van het diplomatieke en consulaire netwerk van België. In een steeds evoluerende wereld en een moeilijke budgettaire situatie is het inderdaad nodig af en toe stil te staan en na te denken over het netwerk waarover ons land in het buitenland beschikt.

In een eerste stadium werd op basis van objectieve criteria een analyse gemaakt van de strategische belangen die ons land in de wereld heeft, inzake welvaart (economische criteria), veiligheid en vrijheid (politieke criteria) en de dienstverlening aan landgenoten (consulaire criteria), en de rol die onze diplomatie hierbij speelt. Daarbij werd zowel gekeken naar de situatie vandaag als naar het verwachte belang van derde landen op middellange termijn.

À côté de cela, notre réseau diplomatique existant a fait l'objet d'un examen, ainsi que de son personnel et son coût, afin de voir si ceux-ci répondent à nos besoins stratégiques. En d'autres termes, il a été vérifié dans quelle mesure notre capacité optimale est exploitée: où nous devons mettre de nouveaux moyens, où notre présence est suffisante et où nous pouvons nous permettre d'être moins présents.

Enfin, les efforts d'optimisation des autres pays ont également été observés. Nous ne sommes en effet pas les seuls à réfléchir à une rationalisation de notre réseau international. En particulier, les expériences de nos pays voisins tels que l'Allemagne, la Finlande, la France, les Pays-Bas, l'Autriche, la République Tchèque, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse ont été suivies avec attention.

Il s'agit maintenant de réorganiser le réseau en fonction des conclusions de cette ambitieuse étude. Ceci aura lieu à enveloppe fermée et, si possible, en ces temps difficiles, en réalisant des économies nous permettant de faire face aux nouveaux défis. Le recalibrage sera phasé et comprendra, outre des fermetures, la création de nouveaux postes et des ajustements immobiliers. Il se fera autant que possible sur une base régionale.

Voici les contours de la première phase de cette réorganisation:

1. Nos chancelleries se trouvant dans une même ville seront autant que possible concentrées en une seule implantation. Ce sera le cas à Paris, à Vienne, à Rome et à La Haye. Par exemple, à Paris, notre représentation auprès de l'OCDE assumera également la représentation auprès de l'UNESCO, depuis le bâtiment de l'ambassade bilatérale.

2. En fonction de nos besoins politiques, économiques et consulaires de même que de nos contributions à l'aide au développement mesurées de la manière la plus objective possible, une série de postes seront ouverts, fermés ou réorganisés.

Daarna werd een doorlichting opgezet van ons bestaand diplomatiek netwerk, zijn personeel en zijn kostenstructuur, en werd nagegaan of deze beantwoordden aan onze strategische behoeften. Met andere woorden werd nagegaan in welke mate onze capaciteit optimaal wordt benut: waar moeten we meer middelen inzetten, waar is onze aanwezigheid voldoende en waar kunnen we ons veroorloven minder present te zijn?

Ten slotte werd ook gekeken naar de optimaliseringsinspanningen in andere landen. We zijn inderdaad niet de enigen die nadenken over een rationalisering van het internationaal netwerk. In het bijzonder werd hier gepolst naar de ervaringen van onze buurlanden zoals Duitsland, Finland, Frankrijk, Nederland, Oostenrijk, Tsjechië, het Verenigd Koninkrijk, Zweden en Zwitserland.

Het gaat er nu om het netwerk te reorganiseren in functie van de conclusies van deze ambitieuze studie. Dit zal binneneen gesloten budgettaire enveloppe gebeuren en, indien mogelijk in deze moeilijke tijden, door het realiseren van besparingen die het mogelijk moeten maken het hoofd te bieden aan nieuwe uitdagingen. De herschikking zal in fazengebeuren en zal naast sluitingen ook de oprichting van nieuwe posten en enkele aanpassingen aan het vastgoed bevatten. Dit zal, indien mogelijk, op regionale basis gebeuren.

Dit zijn de omtrekken van de eerste fase van deze reorganisatie:

1. Onze kanselarijen die zich in dezelfde stad bevinden zullen indien mogelijk in één vestiging worden geconcentreerd. Dit zal het geval zijn in Parijs, Wenen, Rome en Den Haag. In Parijs zal bijvoorbeeld onze vertegenwoordiging bij de OESO vanuit het gebouw van de bilaterale ambassade ook de vertegenwoordiging bij UNESCO op zich nemen.

2. In functie van onze politieke, economische en consulaire noden alsook van onze bijdrage aan ontwikkelingshulp, die zo objectief mogelijk wordt berekend, zullen posten worden geopend, gesloten of gereorganiseerd.

3. Par ailleurs, une coopération avec nos partenaires du Benelux comme nous confrontés au double défi de l'ajustement de leur réseau des postes autant que des économies budgétaires est envisagée. Nous sommes occupés à étudier la possibilité de missions diplomatiques communes.

Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes,

Didier REYNERS

3. Een samenwerking met onze Benelux partners die, zoals wij geconfronteerd worden met de dubbele uitdaging van zowel de herschikking van hun posten-netwerk als budgettaire beperkingen, wordt overwogen. Wij bestuderen de mogelijkheid van gezamenlijke diplomatieke missies.

De vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken,

Didier REYNERS